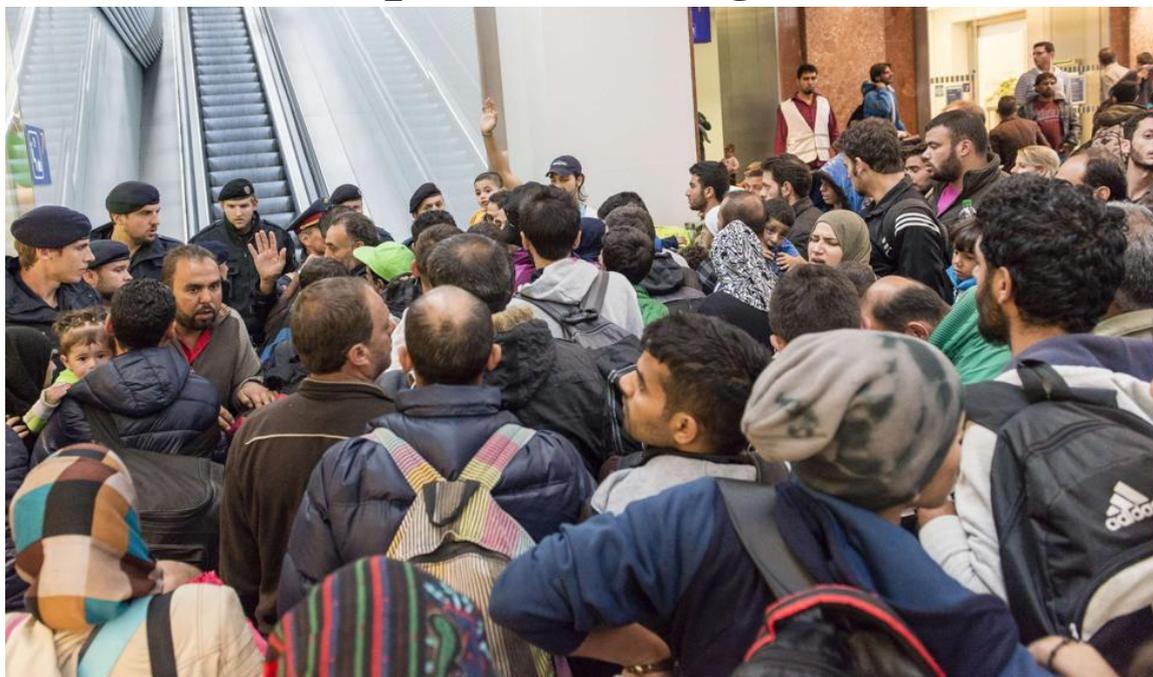


Migrants : le témoignage d'un maire réfractaire à leur prise en charge



Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par [Tribune FigaroVox \(#figp-author\)](#)

Publié le 14/09/2015 à 19h20

FIGAROVOX/TRIBUNE - Véronique Besse, député-maire de Vendée, s'oppose à l'accueil et à la prise en charge de migrants par sa commune. Elle explique pourquoi.

Véronique Besse est député-maire des Herbiers (Vendée).

Il y a les bons et il y a les méchants... D'un côté, ceux qu'on encense et qu'on salue. Ce sont «les gentils maires». Pleins de bons sentiments, ils accueillent dans l'allégresse, ou plus exactement leur commune accueille, des réfugiés, par dizaines ou par centaines.

Et puis, il y a les autres, les «méchants» ; ceux qu'on montre du doigt, ceux dont les communes sont marquées d'un point rouge sur les cartes de la bien pensance ; ceux qui, sans d'ailleurs empêcher le moins du monde les initiatives privées, ne

souhaitent pas que leur commune prennent en charge l'arrivée massive de migrants... Je suis l'un d'eux, et je vais vous expliquer pourquoi...

Bien entendu, le drame, désormais symbolisé par la photo du petit Aylan, qui se joue actuellement en Europe ne laisse personne insensible ou indifférent. Mais, pour un responsable politique, le cœur doit laisser place à la raison. La grande émotion, à la limite de la sidération, qu'impose cette photo, doit désormais faire place à la réflexion et aux questions.

Mais est-ce encore possible, même quand on est élu, d'avoir un point de vue différent sur le sujet? Visiblement pas, tant le débat est miné à l'image du glissement sémantique que nous constatons. Hier, on parlait encore de «migrants» ; désormais tous, d'où qu'ils viennent, quelles que soient leurs motivations, sont des «réfugiés»...

Mais aujourd'hui, la question est différente : dois-je imposer à mes concitoyens de ma commune, l'arrivée soudaine et définitive de dizaines ou de centaines de nouveaux habitants ?

Chaque jour, l'Etat nous demande, à nous, élus locaux, maires de communes, d'assumer ses décisions et d'en faire toujours plus... Toujours plus en faveur de nos compatriotes, de nos écoles, de nos anciens... C'est notre rôle, c'est notre devoir. C'est même pour cela que nous avons été élus...

Mais aujourd'hui, la question est différente: dois-je imposer à mes concitoyens de ma commune, l'arrivée soudaine et définitive de dizaines ou de centaines de nouveaux habitants?

Je n'en ai pas le droit. Ce ne sont pas à nos communes de subir la fuite en avant irresponsable de nos gouvernants. Ce ne sont pas à nos communes de subir les conséquences de l'ouverture des portes de l'Europe, organisée par la Commission européenne, l'Allemagne et le gouvernement français. Ce ne sont pas à nos communes de subir les conséquences du mensonge de nos gouvernants.

Ce ne sont pas nous, élus locaux, qui laissons croire au monde entier que nos villes sont des eldorados, capables économiquement et socialement, d'accueillir toujours plus de monde. Nos communes n'en ont pas les moyens.

Nous n'en avons pas non plus le droit ; au nom de ceux qui nous ont élus et au nom des générations futures à qui nous devons transmettre l'héritage reçu de nos parents. Enfin, hommes et femmes responsables, nous n'en avons pas le droit, pour les migrants eux-mêmes. Qu'on le veuille ou non, le premier droit d'un migrant reste, incontestablement, celui de ne pas avoir à migrer.



Tribune FigaroVox
